

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/CPV/8

25 mars 2004

(04-1375)

**Groupe de travail de
l'accession du Cap-Vert**

Original: anglais

ACCESSION DU CAP-VERT

Questions additionnelles et réponses

Le gouvernement de la République du Cap-Vert a communiqué les réponses suivantes aux questions soulevées par des membres du Groupe de travail en demandant qu'elles soient distribuées.

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
II. ÉCONOMIE, POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET COMMERCE EXTÉRIEUR.....	1
1. Économie.....	1
b) Situation économique du moment	1
2. Politiques économiques.....	3
a) Grandes orientations des politiques économiques en vigueur	3
c) Régime de change et système de paiements	3
III. CADRE POUR L'ÉLABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES MARCHANDISES ET LE COMMERCE DES SERVICES	4
6. Description des instances ou procédures judiciaires, arbitraires ou administratives	4
IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES	4
1. Réglementation des importations	4
a) Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'importation.....	5
b) Caractéristiques du tarif national	6
c) Contingents tarifaires, exemptions tarifaires	6
d) Autres droits et taxes, avec indication des éventuelles impositions pour services rendus.....	6
e) Restrictions quantitatives à l'importation	7
f) Procédures en matière de licences d'importation	7
h) Évaluation en douane	8
i) Autres formalités douanières	8
k) Application de taxes intérieures aux importations	9
l) Règles d'origine	9
m) Régime antidumping.....	9
n) Régime des droits compensateurs.....	9
o) Régime des sauvegardes	9
3. Politiques intérieures affectant le commerce extérieur des marchandises	10
c) Mesures sanitaires et phytosanitaires	10
f) Zones franches.....	10
V. RÉGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	10
1. Généralités	10
a) Politique en matière de propriété intellectuelle.....	10
2. Normes fondamentales de protection, y compris les procédures pour l'acquisition et le maintien des droits de propriété intellectuelle.....	11
c) Indications géographiques, y compris appellations d'origine	11
VI. RÉGIME COMMERCIAL DES SERVICES	11
1. Généralités	11
2. Politiques affectant le commerce des services	17

f)	Dispositions relatives aux transferts et paiements internationaux concernant les transactions courantes portant sur les services	17
g)	Dispositions relatives aux transactions en capital affectant la fourniture de services	17
3.	Accès au marché et traitement national.....	18
g)	Mesures prévoyant moins que le traitement accordé aux services ou fournisseurs de services nationaux	18

II. ÉCONOMIE, POLITIQUES ÉCONOMIQUES ET COMMERCE EXTÉRIEUR

1. Économie

b) Situation économique du moment

Question n° 1

Le Cap-Vert pourrait-il décrire l'influence globale, sur la croissance et l'emploi, des principaux secteurs de services, à savoir les télécommunications, la construction et le génie civil, le tourisme et services connexes, les transports et les services financiers?

Réponse

Voir le tableau de la pondération du PIB; les prix courants sont indiqués en milliers d'escudos (CVE).

(110,265 CVE = 1 EURO (€))

Cap-Vert: Produit intérieur brut aux prix courants, 2001-2004				
	2001	2002	2003	2004
Agriculture, foresterie et élevage	7 217,1	7 534,2	8 339,2	8 990,4
Pêche	1 413,6	1 504,6	1 642,2	1 770,4
Industrie et énergie	5 344,8	5 798,4	6 328,4	6 822,6
Construction	4 877,1	5 241,1	5 396,3	5 873,1
Commerce	13 085,7	14 156,1	15 493,8	16 624,1
Hôtellerie	2 012,0	1 585,6	1 632,5	1 771,7
Transports et communications	14 106,1	15 158,9	16 591,3	17 886,9
Banques et compagnies d'assurances	2 822,9	3 004,7	3 217,5	3 468,7
Location immobilière	3 571,8	3 768,9	4 000,8	4 313,3
Service public	9 014,1	9 714,5	10 472,4	11 290,2
Autres services	1 520,9	1 587,7	1 667,4	1 797,6
Services bancaires intermédiaires	-1 843,2	-1 943,1	-2 060,7	-2 221,6
Somme des valeurs ajoutées	63 142,8	67 111,6	72 721,1	78 387,5
Subventions et taxes à l'importation	7 040,9	7 911,8	8 505,2	9 185,6
Produit intérieur brut aux prix du marché	70 183,6	75 023,4	81 226,3	87 573,1

Cap-Vert: Produit intérieur brut par principal secteur, aux prix constants de 1980, 2001-2004				
	2001	2002 (projection)	2003	2004
Agriculture, foresterie et élevage	1 506,8	1 536,9	1 652,2	1 734,8
Pêche	159,0	165,3	175,2	184,0
Industrie et énergie	1 361,0	1 442,7	1 529,3	1 605,7
Construction	1 737,4	1 824,2	1 824,2	1 933,7

Cap-Vert: Produit intérieur brut par principal secteur, aux prix constants de 1980, 2001-2004				
	2001	2002 (projection)	2003	2004
Commerce	3 750,0	3 963,7	4 213,4	4 403,0
Hôtellerie	698,6	537,9	537,9	568,6
Transports et communications	4 151,1	4 358,7	4 633,3	4 864,9
Banques et compagnies d'assurances	534,2	555,6	577,8	606,7
Location immobilière	1 208,0	1 245,4	1 284,0	1 348,2
Service public	2 331,7	2 455,3	2 570,7	2 699,2
Autres services	302,8	308,9	315,1	330,8
Services bancaires intermédiaires	-388,5	-400,2	-412,2	-432,8
Somme des valeurs ajoutées	17 352,0	17 994,5	18 900,9	19 846,9
Subventions et taxes à l'importation	1 930,6	2 119,7	2 213,1	2 327,9
Produit intérieur brut aux prix du marché	19 282,6	20 114,2	21 114,0	22 174,8
Taux de croissance annuel		4,3	5,0	5,0
Estimations du FMI et de l'INE du Cap-Vert pour 2001–2003				
Prévisions du FMI pour 2004				

Nombre d'emplois par secteur d'activité (classification des activités économiques du Cap-Vert) 2000-2002				
Secteur d'activité	Nombre réel		Structure de l'emploi	
	d'emplois		en %	
	2000	2002	2000	2002
Agriculture, élevage et pêche	31 777	31 082	23,0	22,4
Industries extractives	1 196	1 596	0,9	1,2
Industries de la transformation	9 820	9 047	7,1	6,5
Production et distribution d'eau et d'énergie électrique	907	1 622	0,7	1,2
Construction	15 597	13 644	11,3	9,9
Commerce, et réparation de véhicules	23 546	23 518	17,0	17,0
Hôtellerie et restauration	3 497	3 094	2,5	2,2
Transports et communications	8 071	7 759	5,8	5,6
Activités financières	715	763	0,5	0,6
Administration publique	19 661	18 743	14,2	13,5
Éducation et santé	9 803	11 861	7,1	8,6
Autres services	6 814	9 910	4,9	7,2
Familles employant des domestiques	6 257	5 071	4,5	3,7
Organisations internationales	449	746	0,3	0,5
Total	138 110	138 456	100	100

Source: Institut national des statistiques (INE) – Cap-Vert – mars 2003.

2. Politiques économiques

a) Grandes orientations des politiques économiques en vigueur

- Politique des prix

Question n° 2

Le Cap-Vert pourrait-il donner plus de renseignements au sujet des prix maximaux maintenus sur le riz, le maïs, le sucre, le blé en grain, la farine de blé, le pain, les pommes de terre et les oignons ainsi que sur les prix fixes auxquels sont assujettis les combustibles et les carburants?

Réponse

Le régime des prix a été révisé par le Décret-loi n° 52/2003 du 24 novembre 2003. En vertu des dispositions de l'article 2 dudit Décret-loi, l'Ordonnance n° 2/2004 du 19 janvier 2003 qui a été publiée fixe le régime des prix des produits mentionnés dans la question.

Ces prix s'appliquent à toutes les marchandises et à tous les services qui ne sont soumis à aucun autre régime de prix (article 2 du Décret-loi n° 52/2003, publié au Journal officiel n° 39/2003, première série).

Ces prix maximaux s'appliquent:

- au blé, à la farine de blé et au pain de froment (Ordonnances n° 55/98 et 56/98 du 5 octobre 1998, Journal officiel n° 37/98, supplément, première série);
- au maïs (Ordonnance n° 1/98 du 5 janvier 1998, Journal officiel n° 1/98, première série);
- au riz ordinaire (Ordonnance n° 2/98 du 5 janvier 1998, Journal officiel n° 1/98); et
- au sucre (Ordonnance n° 3/98 du 5 janvier 1998, Journal officiel n° 1/98).

N'étant pas assujettis à la législation en vigueur, les prix des pommes de terre et des oignons ont été libéralisés.

c) Régime de change et système de paiements

Question n° 3

Dans quelles circonstances les comptes étrangers peuvent-ils être gelés? Pour ce faire, une ordonnance judiciaire est-elle nécessaire? Dans l'affirmative, veuillez indiquer les conditions à respecter pour contester cette ordonnance judiciaire en appel.

Réponse

Les mouvements inscrits au crédit et au débit des comptes étrangers ne sont assujettis à aucune restriction, à moins qu'un tribunal n'en décide autrement.

Un compte étranger ne peut être gelé que s'il a fait l'objet d'une action judiciaire au préalable. La décision judiciaire est contraignante et d'exécution obligatoire. Le titulaire du compte en est avisé. Pour sa défense, la partie intéressée doit prendre un avocat.

III. CADRE POUR L'ÉLABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES MARCHANDISES ET LE COMMERCE DES SERVICES

6. Description des instances ou procédures judiciaires, arbitraires ou administratives

Question n° 4

Le Cap-Vert pourrait-il décrire plus en détail le cadre régissant le règlement des différends entre les investisseurs étrangers et le gouvernement du Cap-Vert?

Réponse

À l'heure actuelle, il existe trois niveaux de règlement des différends:

- Civil: le tribunal civil résout les différends civils et commerciaux. Le Code civil, le Code de commerce, le Code de procédure civile et les autres lois connexes ont comme sources des lois et des codes portugais similaires.
- Pénal: le tribunal pénal juge les crimes. Le Code pénal, le Code de procédure pénale et les autres lois connexes en la matière ont comme sources des lois et des codes portugais similaires.
- Administratif: le tribunal administratif résout les différends auxquels l'administration publique est partie ou concernant des décisions prises par un organe public ou des problèmes sociaux.

Le Code de procédure civile (article 568 et suivants) autorise l'intervention de surarbitres.

Les ordonnances contradictoires sont traitées au niveau administratif par l'entité compétente. Toute décision de cette dernière reste sujette à un appel devant un tribunal compétent.

En ce qui concerne l'arbitrage, la Constitution cap-verdienne prévoit la possibilité de créer des instances arbitrales, comme indiqué dans l'Aide-mémoire (WT/ACC/CPV/3). Le Ministère de la justice et de l'administration interne a déjà élaboré un projet de loi sur la médiation et l'a soumis au Conseil des ministres. D'ici juin 2004, ce Ministère entend également présenter un projet de loi sur l'arbitrage et le soumettre au Conseil des ministres.

Les articles 17 et suivants de la Loi sur l'investissement étranger (Loi n° 89/IV/93, Journal officiel n° 47/93)¹ fixent les procédures à suivre, comme indiqué en annexe (chapitre V de ladite loi).

Le plan d'action législatif indiquera le calendrier prévu pour l'adoption et la mise en œuvre de la Loi sur l'arbitrage.

IV. POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES

1. Réglementation des importations

Question n° 5

Le Cap-Vert pourrait-il indiquer quand le tarif extérieur commun de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) devrait entrer en vigueur?

¹ Voir le document WT/ACC/CPV/7/Add.1, daté du 10 février 2004.

Réponse

Pour l'heure, il n'existe pas de tarif extérieur commun pour la CEDEAO.

Les cas dans lesquels des droits extérieurs communs à la CEDEAO sont appliqués sont indiqués dans le Traité révisé de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), chapitre VIII, articles 35 à 53, modifié par la Résolution n° 115/IV/95, cinquième supplément du Journal officiel n° 35, première série.

L'USAID finance une étude sur l'incidence de l'extension des droits extérieurs communs de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) aux six autres membres (Cap-Vert, Gambie, Ghana, Guinée, Libéria, Nigéria, Sierra Leone), mais cette étude n'est pas encore achevée. La CEDEAO fait également l'objet d'une autre étude consacrée au remplacement de la version de 1996 de la nomenclature du système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH) par la version de 2002. Le Cap-Vert utilise la version de 1996 depuis son élaboration.

a) Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'importation

Question n° 6

Veuillez confirmer si une société étrangère doit être établie au Cap-Vert pour effectuer des opérations de commerce extérieur. Veuillez en outre fournir plus de détails sur les coûts moyens et la durée des procédures d'enregistrement.

Réponse

Quiconque souhaitant créer une entreprise au Cap-Vert doit avant tout en élaborer les statuts en collaboration avec un avocat local. Le montant des honoraires à acquitter dépend des négociations entre la partie intéressée et son avocat.

Par ailleurs, toute entreprise étrangère voulant exercer une activité commerciale avec l'étranger doit être établie au Cap-Vert. Pour ce faire, elle doit disposer d'une succursale ou de toute autre forme de représentation commerciale.

En ce qui concerne les investissements étrangers, l'enregistrement d'une entreprise étrangère est exempté de toute imposition financière.

Les entreprises étrangères désirant créer de nouvelles entreprises ou accroître le capital-actions de celles qui sont déjà en activité sont également exemptées du droit de timbre, des honoraires de notaire et des frais liés à l'enregistrement auprès des différents Conservateurs et autres instances (article 36 de la Loi n° 37/VI/2002 du 31 décembre 2002, Journal officiel n° 44, troisième supplément, première série).

La durée moyenne des procédures d'enregistrement dépend de la diligence de la partie intéressée.

Conformément à l'article 3 du Décret réglementaire n° 1/94 du 3 janvier, publié au Journal officiel n° 1, première série, si le Comité d'évaluation des entreprises d'investissement étrangères ne demande pas à la partie intéressée de lui fournir des informations supplémentaires, le délai de réponse est de 30 jours; en l'absence de toute réponse, passé ce délai, la demande de statut d'investisseur étranger est considérée comme approuvée.

Dès qu'elle a obtenu son statut d'investisseur étranger, l'entreprise doit se faire inscrire auprès du Conservateur du Registre du commerce.

Dans le cadre du processus de modernisation en cours, le Ministère de la justice et de l'administration interne prévoit la mise en place d'un système d'autorisation et d'enregistrement des entreprises en ligne, ce qui devrait permettre d'accélérer dans une certaine mesure la procédure d'enregistrement.

Voir ci-joint la Loi n° 89/IV/93 du 13 décembre 1993 publiée au Journal officiel n° 47, première série.

b) Caractéristiques du tarif national

Question n° 7

Le Cap-Vert pourrait-il remettre au Groupe de travail un exemplaire de son Code des douanes et de sa législation secondaire?

Réponse

Comme indiqué dans le document WT/ACC/CPV/3 et les réponses aux questions posées par les États-Unis au sujet de l'Aide-mémoire, du Cap-Vert, celui-ci n'a pas de Code des douanes.

En outre, la plupart des dispositions de la législation douanière commencent à dater et forment un ensemble disparate, qui a fait l'objet de profondes modifications au cours des 20 dernières années. Pour le moment, il est difficile, pour des raisons pratiques, d'intégrer le texte de tous les changements qui y ont été apportés, et ce, d'autant qu'un Code des douanes complet et exhaustif est actuellement en cours d'élaboration.

Le plan d'action législatif général établit un calendrier pour l'élaboration et l'adoption du nouveau Code des douanes du Cap-Vert. Ce Code devrait être achevé et adopté par l'Assemblée nationale dès le premier trimestre 2005.

c) Contingents tarifaires, exemptions tarifaires

Question n° 8

Nous notons avec intérêt que les importations ne sont assujetties à aucun contingent tarifaire; nous aimerions néanmoins savoir si le Cap-Vert envisage d'imposer des contingents tarifaires à l'avenir.

Réponse

Le Cap-Vert ne compte pas appliquer de contingent tarifaire pour le moment.

d) Autres droits et taxes, avec indication des éventuelles impositions pour services rendus

Question n° 9

D'autres droits et taxes seront-ils appliqués après l'entrée en vigueur de la Loi et de la Réglementation sur la TVA?

Réponse

La Loi sur la TVA (IVA) est entrée en vigueur au Cap-Vert le 1^{er} janvier 2004. Cette loi s'inscrit dans le cadre de la Réforme des taxes sur les dépenses, qui fixe les droits de douane, la taxe

sur la valeur ajoutée ainsi qu'une taxe spéciale à la consommation. Néanmoins, la République du Cap-Vert n'exclut pas la possibilité de créer de nouveaux droits et taxes.

e) Restrictions quantitatives à l'importation

Question n° 10

Nous notons avec intérêt qu'il n'y a pas de restrictions quantitatives à l'importation, ni de contingents. Nous aimerions néanmoins savoir si le Cap-Vert compte en imposer à l'avenir.

Réponse

En réalité, le processus de déréglementation entrepris par le Cap-Vert est déjà bien avancé.

Au cas où le Cap-Vert envisagerait la mise en place de restrictions quantitatives, il ne manquera pas d'en informer le Secrétariat de l'OMC.

f) Procédures en matière de licences d'importation

Question n° 11

Le Cap-Vert pourrait-il fournir plus d'informations sur le montant des droits de licence d'exportation et des taxes de renouvellement des licences d'exportation, ainsi que sur la nécessité d'obtenir une autorisation pour entreprendre une activité d'opérateur de commerce extérieur?

Réponse

Le titre de la question renvoie aux procédures en matière de licences d'importation; or, comme il est indiqué dans l'Aide-mémoire (document WT/ACC/CPV/3), il n'existe pas de procédure en matière de licences d'importation.

Plus concrètement, la question porte, d'une part, sur la possibilité de fournir des informations plus détaillées sur les droits et taxes exigés pour l'émission ou le renouvellement des licences d'exportation, et, d'autre part, sur l'autorisation accordée à l'opérateur d'entreprendre une activité de commerce extérieur.

Pour répondre à la première partie de la question, il n'existe pas de régime de licences d'exportation. Le gouvernement a établi des protocoles avec les chambres de commerce nationales, comme suit:

- Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des services de Barlavento, conformément à l'Arrêté n° 16/1999 du 26 novembre 1999, annexé au protocole respectif (Journal officiel n° 1/2000 du 3 janvier 2000, deuxième série)
- Chambre de commerce, d'industrie et des services de Sotavento, conformément à l'Arrêté n° 16/1999 du 26 novembre 1999, annexé au protocole respectif (Journal officiel n° 1/2000 du 3 janvier 2000, deuxième série)
- Ces protocoles délèguent aux chambres de commerce la compétence d'accorder, de renouveler, de refuser, de suspendre ou de révoquer l'autorisation d'entreprendre une activité avant qu'elle ne soit exercée par un agent commercial ou un grossiste dans l'un des archipels composant le Cap-Vert (voir les articles 11, 12, 14 et 15 du Décret-loi n° 50/2003 du 24 novembre 2003, publié au Journal officiel n° 39/2003,

première série). Le pouvoir de déléguer figure à l'article 30 du Décret-Loi n° 50/2003 du 24 novembre 2003, publié au Journal officiel n° 39/2003, première série).

Pour répondre à la deuxième partie de la question, les droits d'enregistrement sont indiqués dans l'Ordonnance ministérielle n° 31/86 du 6 septembre 1986, publiée au Journal officiel n° 37/1986, ci-joint.

h) Évaluation en douane

Question n° 12

Le Cap-Vert pourrait-il expliquer le calendrier (phases suivantes, mise en œuvre) établi pour le nouveau Code des douanes? Nous souhaiterions également obtenir des renseignements complémentaires sur la période de transition de cinq ans nécessaire pour respecter les dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane.

Réponse

Le calendrier proposé pour la mise en œuvre du Code des douanes figure dans le plan d'action qui a déjà été établi et comprend toutes les phases nécessaires à son entrée en vigueur, prévue pour le courant du premier trimestre 2005. Ce plan sera présenté au Secrétariat de l'OMC le plus rapidement possible.

La période de transition de cinq ans, qui est proposée et qui devrait débiter dès l'accession à l'OMC, repose sur le fait que les douanes ayant jusqu'à présent appliqué la Définition de la valeur de Bruxelles, les fonctionnaires, les acteurs économiques et les agents du service des douanes ne connaissent pas très bien la définition de la valeur prescrite dans l'Accord sur l'application de l'article VII du GATT. Dans la mesure où la définition du GATT diffère du système adopté par les douanes, tous ces intervenants auront besoin de cours d'initiation et de formation, et d'un certain temps pour s'adapter à ces nouvelles règles. En outre, le Cap-Vert étant un archipel, les différentes îles qui le composent ont leurs propres services douaniers, ce qui complique l'application, à court terme, d'une nouvelle définition de la valeur. Le personnel a besoin d'une formation en ce qui concerne le nouveau Code des douanes et la définition de la valeur. La gestion de la nouvelle définition exige par ailleurs la création de nouvelles structures d'information et de contrôle, ainsi que l'élaboration de nouvelles infrastructures jusqu'alors inexistantes, dont il faudra déterminer la valeur et pour lesquelles il faudra trouver des moyens de financement.

i) Autres formalités douanières

Question n° 13

Le Cap-Vert pourrait-il indiquer combien de temps s'écoule généralement entre la déclaration, l'enregistrement et le dédouanement?

Réponse

Le propriétaire ou le consignataire de marchandises importées peut entreprendre les procédures de dédouanement avant leur arrivée au Cap-Vert. L'entrée et le processus de déclaration des marchandises aux douanes ne doivent pas prendre plus de 48 heures. Si les droits réclamés ne sont pas acquittés dans les dix jours suivants, une contre-ordonnance est délivrée et une amende imposée. Si, après le paiement des droits de douane, des taxes de déchargement et des frais de transport, les marchandises n'ont pas été enlevées selon le délai d'entreposage normal [30 jours pour le transport aérien, 90 jours pour le transport maritime], un rapport tenant lieu d'avis officiel des faits est émis avant que des dispositions ne soient prises dans le but d'organiser une vente publique.

k) Application de taxes intérieures aux importations**Question n° 14**

Le Cap-Vert pourrait-il indiquer s'il entend modifier les taxes à l'importation à l'avenir?

Réponse

Si le Cap-Vert envisageait de modifier le régime des taxes à l'importation, il ne manquerait pas d'en aviser le Secrétariat de l'OMC.

l) Règles d'origine**Question n° 15**

Les Communautés européennes sont-elles considérées comme une entité dans le cadre des règles d'origine?

Réponse

Des travaux de l'OMC concernant l'Accord sur les règles d'origine sont en cours. Le Comité technique des règles d'origine de l'OMC et l'Organisation mondiale des douanes (anciennement le Conseil de coopération des douanes) élaborent actuellement des définitions harmonisées, des principes, des interprétations ainsi que des opinions, qui pourraient être le fruit de ces travaux. On ignore quand les conclusions de ce programme de travail de l'OMC seront prêtes.

En revanche, les dispositions de l'annexe II de l'Accord sur les règles d'origine sont entrées en vigueur. En l'absence de principes et de dispositions spécifiques de l'OMC relatives à cette question, le Cap-Vert reportera à une date ultérieure la prise de toute décision à ce sujet.

m) Régime antidumping**n) Régime des droits compensateurs****o) Régime des sauvegardes****Question n° 16**

Nous notons avec intérêt que le Cap-Vert envisage d'élaborer une loi conforme aux dispositions de l'OMC dans ces domaines. Le Cap-Vert pourrait-il confirmer qu'il s'abstiendra de recourir à de tels droits et mesures avant son accession ou de promulguer, en matière d'IED, des lois conformes aux dispositions pertinentes de l'OMC?

Réponse

Que ce soit avant ou après son accession à l'OMC, le Cap-Vert ne compte pas instaurer, et encore moins appliquer de législation incompatible ou non en conformité avec n'importe quelle règle impérative de l'OMC.

3. Politiques intérieures affectant le commerce extérieur des marchandises

c) Mesures sanitaires et phytosanitaires

Question n° 17

Le Cap-Vert prévoit-il de communiquer au Groupe de travail des renseignements selon le modèle de la liste exemplative (WT/ACC/8)?

Réponse

S'il y est invité, le Cap-Vert est prêt à fournir au Groupe de travail toute information additionnelle relative au document WT/ACC/8. Cela dit, il a repris le contenu du document WT/ACC/8 dans le document WT/ACC/CPV/6 qu'il a présenté au Secrétariat de l'OMC et qui a été distribué aux Membres le 13 janvier 2004.

f) Zones franches

Question n° 18

Le Cap-Vert pourrait-il préciser si les entreprises franches sont conformes aux dispositions de l'OMC (Accord sur les subventions et les mesures compensatoires)?

Réponse

En tant que pays moins avancé, et conformément aux dispositions de l'article 27 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, le Cap-Vert n'est pas tenu de respecter les dispositions de l'article III ni de l'annexe I dudit Accord.

V. RÉGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

1. Généralités

a) Politique en matière de propriété intellectuelle

Question n° 19

Le Cap-Vert pourrait-il préciser s'il a l'intention, dans un avenir proche, d'adhérer à d'autres conventions internationales dans le domaine de la propriété intellectuelle, telles que la Convention de Berne et la Convention de Rome?

Réponse

Comme indiqué dans l'Aide-mémoire (WT/ACC/CPV/3, section V, paragraphe 1 a)), le Cap-Vert a adhéré à la Convention instituant l'OMPI en vertu de la Résolution n° 11/V/96 du 11 juin 1996; à l'Acte de Paris de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques en vertu de la Résolution n° 12/V/96 du 11 juin 1996; et à la Convention internationale pour la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion en vertu de la Résolution n° 13/V/96 du 11 juin 1996.

Si le Cap-Vert envisageait d'adhérer à d'autres conventions de ce genre, il ne manquerait pas d'en informer l'OMC.

2. Normes fondamentales de protection, y compris les procédures pour l'acquisition et le maintien des droits de propriété intellectuelle
- c) Indications géographiques, y compris appellations d'origine

Question n° 20

Le Cap-Vert pourrait-il expliquer comment il compte respecter la protection des indications géographiques prescrite à l'article 22 de l'Accord sur les ADPIC à l'avenir, et préciser s'il prévoit adopter des lois dans ce domaine?

Réponse

En ce qui concerne les indications géographiques, la législation en vigueur ne comprend pas de dispositions à ce sujet, mais le gouvernement du Cap-Vert s'apprête à déposer à l'Assemblée nationale, pour approbation, un projet de loi modifiant la législation actuelle et comportant des dispositions relatives aux indications géographiques.

VI. RÉGIME COMMERCIAL DES SERVICES

1. Généralités

- Services de télécommunication

Question n° 21

Le Cap-Vert pourrait-il indiquer quand il entend permettre à d'autres réseaux d'offrir des services de téléphonie fixe et de téléphonie mobile? Nous souhaiterions également avoir plus de renseignements concernant la définition des "services à valeur ajoutée" et les conditions d'octroi de licences régissant ces services. Le Cap-Vert pourrait-il préciser quand il prévoit de créer l'Institut des technologies de la communication et de l'information qui sera chargé d'exercer des fonctions de réglementation dans ce secteur?

Réponse

Un appel d'offres visant des services de téléphonie mobile et de télévision par abonnement devrait être organisé d'ici à la fin du mois de juillet. Ainsi, un ou plusieurs opérateurs GSM devraient installer de nouveaux réseaux de télévision par abonnement (PZ) d'ici fin 2004 ou début 2005. Cette année, un ou plusieurs fournisseurs de services Internet devraient néanmoins arriver sur le marché.

Comme indiqué dans le Décret-loi n° 70/95 du 20 novembre 1995, les services à valeur ajoutée s'entendent des services qui, s'ils reposent sur des services fondamentaux ou complémentaires, n'exigent toutefois pas d'infrastructures de télécommunication propres et se distinguent des services qui leur servent de support.

L'autorisation d'exercer une activité liée à la prestation de services à valeur ajoutée dans le domaine des télécommunications est octroyée:

- aux personnes physiques enregistrées comme opérateurs commerciaux;
- aux entreprises ou coopératives légalement constituées dont l'objectif commercial est d'exercer une activité commerciale dans le domaine des télécommunications;

- aux filiales ou succursales d'entreprises ou de coopératives étrangères dont le principal objectif est de fournir des services de télécommunication.

Les principales tâches de l'Institut des technologies de la communication et de l'information (ICTI), créé en vertu du Décret réglementaire n° 1/2004 du 9 février 2004, consisteront à assurer la supervision, l'élaboration de règles techniques, la réglementation et l'inspection du secteur des communications ainsi que la promotion et le développement de technologies de l'information.

- **Services de transport aérien**

Question n° 22

Nous saurions gré au Cap-Vert de communiquer des informations très récentes sur le processus de privatisation de Cape Verde Airlines.

Réponse

Compte tenu de l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement en 2001, des événements du 11 septembre et de la situation de l'aviation civile, les options de privatisation de Cape Verde Airlines (TACV) ont été réexaminées. En décembre 2002, une nouvelle loi sur la privatisation a été approuvée en vue de faciliter le processus.

Pour l'heure, l'équipe de l'Office des privatisations chargé du processus s'emploie à restructurer l'entreprise; dès que la gestion financière de la société sera saine et que la conjoncture sera favorable, le processus de privatisation pourra reprendre.

Le calendrier prévu est le suivant:

- restructuration de l'entreprise: vers la fin de 2004;
- privatisation: fin 2005.

- **Services touristiques**

Question n° 23

Le Cap-Vert pourrait-il fournir des renseignements sur le nombre de personnes employées dans le secteur du tourisme et sur l'évolution des dernières années? Le Cap-Vert pourrait-il indiquer quelle part des investissements directs étrangers attirés par le pays au cours des dernières années a été réservée au secteur du tourisme?

Nous souhaiterions également avoir plus de renseignements sur les plans envisagés pour promouvoir le secteur du tourisme et sur les mesures que le gouvernement est en train de prendre pour que les fournisseurs de services étrangers soient traités sans aucune discrimination. Pourriez-vous spécifier si les investisseurs cap-verdiens sont assujettis à la même procédure lorsqu'ils veulent obtenir le "statut d'établissement touristique"? Existe-t-il des plans pour améliorer l'éducation et la formation professionnelles dans le secteur du tourisme?

Quelle approche le Cap-Vert a-t-il adoptée pour régir les aspects d'intérêt général liés au tourisme, tels que l'environnement, la faune et l'urbanisme? Quelle position le Cap-Vert a-t-il adopté à l'égard du secteur du tourisme et de la promotion des cultures locales, de la mise sur pied de services d'approvisionnement et d'assainissement de l'eau et de la sécurité publique?

Le Cap-Vert pourrait-il nous indiquer quelle législation s'applique aux accompagnateurs (professionnels accompagnant les groupes de touristes durant leurs voyages dans le pays) et aux guides touristiques?

Réponse

Les tableaux suivants illustrent l'évolution du tourisme au fil des années:

Tableau i) a: Hôtels existants – 2002

Île	Nombre d'unités	Nombre de chambres	Nombre de lits
São Nicolau	7	57	74
Boa Vista	7	179	379
São Vicente	12	275	486
Sal	23	1 604	3 444
Santiago	24	455	7,81
Maio	3	72	1,41
Santo Antão	12	131	182
Fogo	12	100	174
Brava	4	26	30
TOTAL	104	2 899	5 691

Source: Institut national de statistiques (INE)/PROMEX.

Recettes touristiques: 2002: 7 509,04 millions d'escudos (1€ = 110,265 escudos); contribution au PNB: 10,2 pour cent (Source: Balance des paiements)

Indicateurs	Année									
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Part de l'hôtellerie et de la restauration										
dans le PIB (%)	1,7	1,4	1,3	1,5	1,4	1,2	1,5	4,9	5,2	5,7
De 1990 à 1996 – données définitives										
1997 et 1998 – données provisoires										
1999 – projection										

Source: Banque du Cap-Vert (BCV).

Tableau i) c: Évolution des principaux indicateurs touristiques (en millions d'escudos)

	2000	2001	2002
Recettes touristiques ²	4 686,4	6 539,1	7 509,4
Contribution au PIB	7,3%	9,5%	10,2%
Part dans les services ^{3**}	37,3%	41,1%	42,2%

Source: Banque du Cap-Vert/Rapports annuels (1 euro = 110,265 escudos).

² Crédits tirés des voyages touristiques, balance des paiements.

³ Crédits tirés du tourisme, y compris montant total des crédits tirés des services.

Tableau i) d: Investissement étranger par secteurs d'activité (en pourcentage)

	2000	2001	2002
Hôtellerie et installations similaires	41,7	86,8	63,3
Industrie de transformation	12,3	9,9	17,5
Autres	45,9	3,3	19,2

Source: Banque du Cap-Vert/Rapports annuels (2002); Études; Banque du Cap-Vert; et PROMEX.

Tableau i) e: Investissement étranger

Année	Ressortissants étrangers	Ressortissants nationaux	Totaux annuels ⁴	Totaux annuels, y compris "autres" ⁵
1999	53	1 508	1 561	1 879
2000	69	1 776	1 845	1 984
2001	52	1 996	2 046	2 275
2002	93	1 950	2 043	2 265
2003	88	2 193	2 281	2 480

Source: INE.

En réponse à la partie ii) de cette question

Tableau ii) a

Année	Infrastructures				Services touristiques	
	Hôtellerie/installations similaires		De base		Investissements	Emplois
	Investissements	Emplois	Investissements	Emplois		
1994	9 568	219			162	14
1995	36 911	215				
1996	4 575	36				
1997	20 300	123			1 805	95
1998	161 910	1 265			1 778	51
1999	33 568,1	566	20 000	80	5 235	230
2000	69 586	510	19 947	83	891	23
2001	5 186	77	0	0	400	9
2002	28 271	337	6 870	33	1 057	34
2003						
Totaux	369 875	3 348	46 817	196	11 328	456

Montants en milliers de dollars EU.

Source: PROMEX.

⁴ Nombre de personnes, autres activités non comprises.

⁵ Nombre de personnes, y compris les autres activités similaires. L'augmentation observée dans cette colonne s'explique par la prise en compte d'autres activités touristiques.

De l'analyse du tableau ii) il ressort que, au total, le montant de l'investissement étranger direct s'élève à 432 020 000 dollars EU, répartis comme suit:

- Investissements dans les infrastructures hôtelières et installations similaires	369 875
- Nombre d'emplois (hôtels et installations similaires)	3 348
- Investissements dans les infrastructures de base	46 817
- Nombre d'emplois (infrastructures de base)	196
- Investissements (services touristiques)	11 328
- Nombre d'emplois (services touristiques)	456

Les chiffres indiqués ci-dessus correspondent aux fonds provenant d'investissements étrangers directs jusqu'à présent (source: PROMEX).

Le montant total mentionné ci-dessus s'élève à 432 020 000 dollars EU.

Aucune loi cap-verdienne en vigueur ne constitue une discrimination à l'encontre des fournisseurs étrangers.

En ce qui concerne la partie iv) de la question, le statut d'établissement touristique est régi par la Loi n° 42/IV/92 du 6 avril 1992.

Pour répondre à la partie v) de la question, il existe un plan de développement quinquennal et un plan d'investissement public pluriannuel, qui portent sur plusieurs activités sectorielles. Le gouvernement a en outre demandé qu'une étude soit menée sur le Plan stratégique de développement du tourisme pour les années 2004-2015.

Par ailleurs, en collaboration avec l'IEFP (Institut de l'emploi et de la formation professionnelle), la Direction générale du développement touristique a mis en œuvre une série de programmes de formation en hôtellerie et en restauration afin d'améliorer les services offerts par ces secteurs.

À l'instar d'autres entités, les municipalités ont également élaboré plusieurs programmes de formation destinés aux guides touristiques, aux serveurs et aux barmen.

L'île de Santiago devrait accueillir une école hôtelière réservée à la formation technique et professionnelle à temps plein et à temps partiel; des écoles-restaurants devraient aussi être créées sur d'autres îles.

S'agissant de la partie vi) de la question, la préservation de l'environnement et l'équilibre de l'écosystème figurent au nombre des priorités politiques du Cap-Vert.

La Loi n° 21/IV/91 établit clairement les politiques de préservation de l'environnement.

De ce fait, tous les projets comportant plus de 21 lits doivent être accompagnés d'une étude d'impact sur l'environnement, et ce, afin, justement, de respecter les dispositions de cette politique environnementale (Loi n° 85/IV/93 du 16 juillet 1993, publiée au Journal officiel n° 25/1993, première série, deuxième supplément).

Les mesures de base en matière de développement touristique sont prévues par la Loi n° 21/IV/91 du 30 décembre 1991, publiée au Journal officiel n° 52/1991, supplément. Les principes fondamentaux du plan d'urbanisme et d'aménagement du territoire (Loi n° 85/IV/93 du 16 juillet 1993) définissent l'aménagement du territoire national sous tous ses aspects. Le Décret-loi n° 2/93 du 1^{er} février 1993, publié au Journal officiel n° 2/1993, délimite les zones réservées au

développement du tourisme. Le zonage réservé au développement touristique est régi par le Décret réglementaire n° 7/94 du 23 mai 1994, publié au Journal officiel n° 20, première série.

En réponse à la partie vii) de la question, la politique de développement du tourisme du Cap-Vert prévoit la préservation des valeurs culturelles et la défense des cultures locales, considérées comme la pierre angulaire du tourisme cap-verdien. À cet égard, plusieurs troupes présentant des spectacles culturels ont reçu un soutien, de manière à conserver et à développer cet élément du tourisme qui représente une valeur ajoutée et différencie notre produit par rapport aux autres.

S'agissant du développement de l'approvisionnement en eau et des services d'assainissement, le Cap-Vert est doté d'un Institut national de gestion des ressources en eau et a mis sur pied un programme d'énergie de l'eau et d'assainissement.

Quant à la sécurité publique, elle est assurée par les forces de police (Policia de Ordem Pública) et par la police judiciaire. Elle est également assurée par des sociétés de sécurité privées qui offrent des services de gardiennage de jour et de nuit. Voir le Décret-loi n° 74/94 du 27 décembre 1994 publié au Journal officiel n° 42/1994, première série.

Pour répondre à la partie viii) de cette question, plusieurs voyagistes sont désormais installés au Cap-Vert. Leurs activités sont régies par le Décret-loi n° 4/94 et le Décret réglementaire n° 3/94 du 7 février publiés au Journal officiel n° 6/1994, première série.

Des Guides-interprètes touristiques et des guides touristiques sont fournis conformément aux dispositions des textes législatifs mentionnés ci-dessus.

- **Services de distribution**

Question n° 24

Le Cap-Vert pourrait-il fournir des renseignements sur le nombre de personnes employées dans le secteur de la distribution, sur l'évolution observée au cours des dernières années et sur la législation régissant la vente au détail?

Réponse

Entreprises commerciales (grossistes et détaillants) de 1997 à 2000

Année	Grossistes	Détaillants
1997	5 885	2 834
1998	6 820	2 952
1999	6 475	2 853
2000 ⁶	6 755	2 864

Source: Institut national des statistiques (INE), Direction de la méthodologie et de la gestion de l'information.

NPS – Nombre de personnes.

Pour ce qui est du nombre de courtiers, la Bourse, créée conformément à la Loi n° 51/V/98, n'a pas encore été inaugurée.

Aucun registre ne recense les entreprises spécialisées dans la "franchise", au Cap-Vert.

⁶ Ne contient pas les données de l'enquête annuelle menée auprès des entreprises (IAE).

- **Services aux entreprises**

Question n° 25

Le Cap-Vert pourrait-il indiquer quelle législation s'applique aux services de conseil en gestion et services connexes et spécifier les mesures que le gouvernement est en train de prendre pour que les fournisseurs de services étrangers soient traités sans aucune discrimination?

Réponse

Les textes législatifs régissant les services de conseil en gestion et les services connexes sont les suivants:

- Décret-loi n° 37/92 du 16 avril 1992 sur les comptables, publié au Journal officiel n° 5/1992, supplément
- Loi n° 126/IV/95 du 26 juin 1995 sur les associations professionnelles, publiée au Journal officiel n° 20/1995, première série
- Décret-loi n° 12/2000 du 28 février 2000 sur l'audit, publié au Journal officiel n° 5/2000, première série
- Décret-loi n° 51/2000 du 4 décembre 2000 sur les avocats, publié au Journal officiel n° 35/2000, première série.

Le Code des entreprises commerciales et de l'enregistrement des sociétés, (Décret-loi n° 3/99 du 29 mars 1999 publié au Journal officiel n° 9/1999, première série), couvre d'autres aspects des services de conseil en gestion et services connexes.

2. Politiques affectant le commerce des services

f) Dispositions relatives aux transferts et paiements internationaux concernant les transactions courantes portant sur les services

g) Dispositions relatives aux transactions en capital affectant la fourniture de services

Question n° 26

Dans une certaine mesure, ces transactions sont subordonnées à l'autorisation préalable de la Banque du Cap-Vert. Le Cap-Vert pourrait-il fournir davantage de précisions sur cette procédure ainsi que sur les critères retenus pour accorder ou refuser cette autorisation?

Réponse

Les opérations ou les transactions invisibles courantes ne sont assujetties à aucune limite, sauf dans les cas suivants où, s'ils n'exigent aucune autorisation, ils sont subordonnés à une simple vérification préalable de la part de la Banque du Cap-Vert.

Les transferts relatifs à des transactions courantes invisibles d'un montant supérieur à 1 million de CVE correspondant au poste "transferts unilatéraux privés".

Les transferts d'un montant supérieur à 5 millions de CVE pour le paiement de services ou correspondant à des recettes, à l'exception, en ce cas, des intérêts relatifs à l'octroi de prêts ou de crédits précédemment autorisés.

Les opérations en capital, à l'exception des transactions sur le marché boursier ou dûment autorisées, sont subordonnées à l'autorisation préalable de la Banque du Cap-Vert. En ce cas, les demandes d'autorisation d'effectuer ces transactions doivent être adressées à la Banque du Cap-Vert par l'intermédiaire des banques commerciales; elles doivent en outre être accompagnées de documents permettant d'identifier et de vérifier la légitimité de la partie intéressée, le caractère juridique et économique de la transaction ainsi que les montants concernés et la date réelle de la demande. En d'autres termes, elles doivent être accompagnées:

- d'informations indiquant la nature et le montant de la transaction en question, le pays de résidence de la contrepartie, ainsi que les coordonnées de l'émetteur et du bénéficiaire;
- de copies des factures, des contrats ou de documents analogues, destinées à prouver l'authenticité de l'obligation contractuelle visée; elles doivent en outre indiquer le montant concerné et la date de la demande.

Si la partie intéressée a respecté ces procédures, la Banque du Cap-Vert lui délivrera l'autorisation demandée.

Note: Voir l'Avis n° 4/98 de la Banque du Cap-Vert publié au Journal officiel n° 47 du 21 décembre 1998, en annexe; Décret-loi n° 108/89; Loi n° 89/IV/93; et Loi n° 42/IV/92, déjà cités en annexe.

3. Accès au marché et traitement national

g) Mesures prévoyant moins que le traitement accordé aux services ou fournisseurs de services nationaux

Question n° 27

Le Cap-Vert pourrait-il expliquer plus en détail la procédure conférant aux investisseurs étrangers le "statut d'investisseur étranger"?

Réponse

Le statut d'investisseur étranger est accordé sans distinction aucune à toute personne physique ou morale, nationale et étrangère, conformément à l'article 4 de la Loi n° 89/IV/93 du 13 décembre 1993. Cette Loi et le Décret réglementaire n° 1/94 du 3 janvier 1994, joints en annexe, ont d'ailleurs déjà été communiqués à l'OMC.

S'agissant de la création d'une entreprise industrielle, les conditions d'installation et de fonctionnement sont définies dans le Décret-loi n° 108/89 du 30 décembre (publié au Journal officiel n° 52, quatrième supplément, du 30 décembre 1989), qui a été approuvé dans le cadre de l'autorité législative conférée par l'article 45 de la Loi n° 50/III/89 du 13 juillet 1989.

En ce qui concerne les entreprises hôtelières, ces conditions figurent dans la Loi n° 42/IV/92, du 6 avril 1992, publiée dans le supplément au Journal officiel n° 14/1992.
